

Au Journal officiel du 30 juin au 5 juillet 2018

Au Journal officiel du 30 juin au 5 juillet 2018

09/07/2018

Au Journal officiel du 30 juin au 5 juillet 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 30 juin 2018 :

- *Rectificatif* au décret n° 2018-518 du 27 juin 2018 portant diverses modifications du décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 modifié portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et modifiant le Code électoral ;
- Décret n° 2018-542 du 29 juin 2018 relatif au régime de la fabrication, du commerce, de l'acquisition et de la détention des armes – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} août 2018 – Modification du Code de la sécurité intérieure, du Code de la défense, du Code forestier, du Code des transports et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2018-543 du 29 juin 2018 relatif à la désignation de certains services autorisés à recourir aux techniques mentionnées au titre V du livre VIII du Code de la sécurité intérieure, pris en application de l'article L. 811-4 du Code de la sécurité intérieure – *Modification du Code de la sécurité intérieure ;*
- Décret n° 2018-544 du 28 juin 2018 portant modification de la partie réglementaire du Code de l'énergie relative aux schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables et aux raccordements multi-producteurs – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018 – Modification du Code de l'énergie ;*
- Décret n° 2018-549 du 28 juin 2018 relatif à l'évolution de certains loyers dans le cadre d'une nouvelle location ou d'un renouvellement de bail, pris en application de l'article 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} août 2018 – Modification du décret n° 2017-1198 du 27 juillet 2017 ;*
- Arrêté du 1er juin 2018 *modifiant l'arrêté du 4 avril 2006* relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;
- Arrêté du 27 juin 2018 relatif aux caractéristiques techniques des dispositifs permettant les échanges électroniques devant la commission du contentieux du stationnement payant ;

-
- Arrêté du 27 juin 2018 relatif à la signature électronique des courriers et décisions juridictionnels de la commission du contentieux du stationnement payant ;
 - Arrêté du 29 juin 2018 portant *modification de l'arrêté du 9 juin 2016* relatif au registre unique prévu à l'article L. 512-1 du Code des assurances et à l'article L. 546-1 du Code monétaire et financier – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2018 – Modification du Code des assurances et de l'arrêté du 9 juin 2016.*

Au JO du 1^{er} juillet 2018 :

- Décret n° 2018-557 du 30 juin 2018 relatif à la fixation de certains délais applicables à la procédure d'accord préalable prévue à l'article L. 315-2 du Code de la sécurité sociale – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2018-556 du 30 juin 2018 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté ;

Et arrêté du 30 juin 2018 relatif à la prise en charge des dommages en cas de retrait d'agrément d'une entreprise d'assurance – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018 – Modification du Code des assurances ;*

- Décret n° 2018-559 du 29 juin 2018 *modifiant le décret n° 2017-1239 du 4 août 2017* portant création d'une prime de diversification des activités à destination des débiteurs de tabac ;
- Décret n° 2018-560 du 29 juin 2018 *modifiant le décret n° 2017-977 du 10 mai 2017* relatif aux indemnités de fin d'activité en faveur des débiteurs de tabac ;
- Arrêté du 29 juin 2018 *modifiant l'arrêté du 30 novembre 2017* fixant les conditions d'application du décret n° 2017-977 du 10 mai 2017 relatif aux indemnités de fin d'activité en faveur des débiteurs de tabac ;
- Arrêté du 29 juin 2018 *modifiant l'arrêté du 4 août 2017* portant modalités d'application du décret n° 2017-1239 du 4 août 2017 modifié relatif à la prime de diversification des activités des buralistes et déterminant l'offre de services et de produits ouvrant droit à ladite prime ;
- Déclaration [de la CNCDH] sur le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Au JO du 4 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-569 du 3 juillet 2018 relatif à la transmission à l'administration de la liste des titulaires de comptes financiers n'ayant pas remis aux institutions financières les informations prévues au II de l'article 1649 AC du code général des impôts - *Modification du Livre des procédures fiscales ;*
- Arrêté du 14 juin 2018 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Au JO du 5 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-572 du 3 juillet 2018 relatif à l'Autorité des marchés financiers – *Modification du Code monétaire et financier et abrogation du décret n° 2003-1109 du 21 novembre 2003.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA